

ARRÊTÉ DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature

CONSIDÉRANT la demande présentée par CAMPING LES AJONCS D OR ROUTE DU ROCHER 44500 LA BAULE, afin d'effectuer des livraisons de mobiles homes au camping Les Ajoncs d'Or, ROUTE DU ROCHER, du 11/03/2021 au 12/03/2021

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

ARRETE :

Article 1 : Du 11/03/2021 au 12/03/2021, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention et lors de chacune des livraisons :

- > le stationnement est interdit, sauf pour le ou les véhicule(s) du demandeur si nécessaire,
- > ponctuellement, lors des livraisons, le stationnement et la circulation routière sont interdits à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

Article 2 : Une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

Article 3 : La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationner, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

Article 4 : Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

Article 5 : La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

Article 6 : Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

Article 7 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (direction.lesajoncscdor@alooa-vacances.com - dev)

LA BAULE ESCOUBLAC, le 8 mars 2021

#signature



ARRÊTÉ DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de La Baule-Escoublac

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, L411-1, L411-6, L411-7, R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-25 à R411-28, R412-26, R413-1, R414-14, R417-1 à R417-4, R417-6 et R417-9 à R417-13,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 à L2213-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie relevant de l'arrêté du 6 novembre 1992) modifiée,

Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature

CONSIDÉRANT la demande présentée par LOGISTIC SOLUTIONS LE JANET ZA BOIS DE TEILLAY 35150 BRIE, afin d'effectuer des travaux suivants : emprise chantier, grue et stationnement véhicules pour installation établissement de plage "le Clan des Fish", BOULEVARD DE L'OCEAN au niveau du n°56, du 15/03/2021 au 26/03/2021

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la sécurité d'apporter des modifications à la circulation et au stationnement.

ARRETE :

Article 1 : Du 15/03/2021 au 26/03/2021, il y a lieu de prendre les mesures suivantes au droit de l'intervention :

- > le demandeur est autorisé à stationner véhicules d'entreprise sur le trottoir côté plage du 15/03/2021 au 26/03/2021 et une grue sur la chaussée le 15/03/2021,
- le trottoir ou une partie du trottoir est neutralisé. Une signalisation incitant les piétons à utiliser le trottoir d'en face est mise en place si nécessaire,
- > lors de l'opération de grutage le 15/03/2021, la circulation est interdite à tout véhicule à l'exception des véhicules intervenant pour le demandeur, dans le sens Le Pouliguen vers Pornichet,
- > la circulation piétonne doit toujours être assurée et protégée,
- > toute dégradation du domaine public doit faire l'objet d'une réfection à la charge du responsable des travaux, dans les meilleurs délais et à l'identique de son état initial.

Article 2 : Le 15/03/2021, une déviation est mise en place par les voies adjacentes et d'une manière générale, les usagers se conforment à la signalisation de déviation mise en place pour assurer la sécurité du chantier.

Article 3 : La signalisation réglementaire et la mise en sécurité du chantier sont assurées par le demandeur. 48 heures avant son intervention, il est tenu d'afficher le présent arrêté sur site (de manière visible), de mettre en place la signalisation d'interdiction de stationner, puis d'en aviser la police municipale au 02 51 75 75 80.

Article 4 : Les véhicules qui stationnent en infraction aux dispositions du présent arrêté sont mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

Article 5 : La présente autorisation d'occupation du domaine public est soumise à une tarification conformément à la délibération du conseil municipal.

Article 6 : Le présent arrêté est porté à la connaissance du public par affichage aux lieux ordinaires d'affichage et par tous procédés en usage dans la commune.

Article 7 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté : M. le directeur général des services de la ville - M. le directeur général adjoint technique - Mme la commissaire de police de La Baule-Escoublac - M. le chef du centre de secours de La Baule-Escoublac - M. le chef de la police municipale - Les mairies annexes d'Escoublac et du Guézy - Transports en commun - Cap Atlantique (OM) - Le demandeur (administration@logistic-solutionsfrance.com - 20) LA BAULE ESCOUBLAC, le 8 mars 2021

#signature

